

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Les milices formées le long des lignes musulmanes et chrétiennes opposées en République centrafricaine se livrent à des violations systématiques, persistantes et flagrantes de la liberté de religion ou de croyance. Le pays est aux prises de ce qui est désormais considéré comme un conflit religieux, où les milices tuent, torturent et violent les personnes en fonction de leur appartenance religieuse réelle ou supposée. Malgré un passé marqué par l'harmonie interconfessionnelle, le pays a connu une explosion des tensions religieuses, et les villes sont désormais divisées en enclaves religieuses. Après la période considérée, la forte augmentation des attaques visant la communauté musulmane centrafricaine a conduit plusieurs organisations des Nations Unies et autres organisations internationales de défense des droits de l'homme à mettre en garde contre un génocide ou une purification ethnique dans le pays. Tandis que les rudes conditions de liberté religieuse en République centrafricaine satisfont les critères pour que le pays soit désigné comme « pays particulièrement préoccupant », le coup d'État de mars 2013 a laissé place à l'anarchie et à l'effondrement de l'ordre public. Il en résulte l'absence de tout gouvernement pouvant être tenu pour responsable en vertu de la Loi sur la liberté religieuse internationale (*International Religious Freedom Act*).

La rébellion et le coup d'État de 2012-2013 : la République centrafricaine a connu son lot de troubles politiques, de coups d'État et de violations des droits humains. Cependant, les graves violations de liberté religieuse et la violence sectaire constituent une nouveauté pour ce pays majoritairement chrétien, et ce en dépit de ses antécédents de discrimination sociale envers la minorité musulmane. La hausse des violations de la liberté religieuse et de la violence sectaire en République centrafricaine coïncide avec la rébellion politique de décembre 2012 menée par une coalition formée de rebelles armés, les Séléka, issus de la région de Vakaga à majorité musulmane, et de combattants étrangers venus du Tchad et du Soudan. Le Tchad et la Communauté économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC) sont intervenus sur le plan politique avant que la Séléka ne prenne la capitale Bangui. Ceci a conduit à la signature d'un accord de partage du pouvoir en janvier 2013. Toutefois, cet accord s'est avéré éphémère, l'ancien président de République centrafricaine, François Bozizé, ne l'ayant pas mis en œuvre. En mars 2013, la Séléka a pris la capitale Bangui et renversé le président François Bozizé. Michel Djotodia, le chef de la Séléka, s'est alors autoproclamé président et ministre de la Défense.

Durant la rébellion et après le coup d'État, les rebelles Séléka ont attaqué des prêtres, des pasteurs, des religieuses, des églises et autres institutions chrétiennes. Les miliciens visaient principalement les quartiers et commerces chrétiens en vue de les détruire, pillaient les églises mais pas les mosquées, et protégeaient les résidents musulmans tandis qu'ils tuaient ou violaient les résidents chrétiens. Dans certaines zones contrôlées par la Séléka, il était interdit aux non-musulmans de vendre les aliments non consommés par les musulmans du pays, notamment le porc, le gibier et les chenilles. En réponse aux attaques de la Séléka et aux craintes que Michel Djotodia ne fasse de la République centrafricaine un État islamique, des milices composées de chrétiens, baptisées « anti-balaka », se sont formées en septembre 2013, et ont commencé à attaquer les rebelles Séléka, les musulmans et/ou les villages musulmans. Depuis la formation des anti-balaka, les combats en République centrafricaine se sont transformés en conflit religieux.

La situation actuelle : en vue de stabiliser le pays, près de 7 000 soldats de maintien de la paix africains et français sont actuellement présents sur le terrain à Bangui et à l'extérieur de la capitale. Des forces de maintien de la paix africaines et de l'Union européenne supplémentaires sont attendues. Le 10 janvier 2014, le président par intérim Michel Djotodia a démissionné. Le Conseil national de transition a choisi un nouveau président par intérim, Catherine Samba-Panza, ainsi qu'un nouveau premier ministre par intérim. Cependant, les responsables du gouvernement, la police et le pouvoir judiciaire sont dans l'incapacité de mettre fin aux combats. Chaque jour la violence religieuse opposant les musulmans aux chrétiens se poursuit et les tensions religieuses demeurent extraordinairement élevées. Après la période considérée, les attaques de représailles toujours plus nombreuses menées par les anti-balaka à l'encontre de la minorité musulmane se sont soldées par la mort de centaines de personnes et la fuite hors du pays de dizaines de milliers de musulmans. Selon les Nations Unies et des organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme, il ne reste dans de nombreuses villes que quelques musulmans vulnérables.

Violations de la liberté religieuse, violence sectaire et allégations de génocide : les rebelles Séléka et les anti-balaka se livrent à de graves violations des droits humains et de la liberté religieuse. Les affrontements entre les anti-balaka et les combattants de la Séléka, mais aussi entre les civils chrétiens et musulmans, ont commencé en septembre, et se sont poursuivis et multipliés jusqu'à la fin de l'année. Le 6 septembre, les combattants anti-balaka ont tué ou capturé 20 combattants Séléka, et ciblé des maisons appartenant à des musulmans à Benzambé. Les rebelles Séléka ont alors attaqué les quartiers chrétiens de Bossangoa. Le 9 septembre, les anti-balaka ont attaqué un quartier musulman à Bouca. En réponse, les combattants Séléka ont attaqué ce même jour des résidents chrétiens à Bouca. Human Rights Watch a estimé que plusieurs centaines de personnes avaient été tuées lors de ces attaques et d'autres attaques menées dans la province d'Ouham entre le 6 et le 21 septembre. Entre le 7 et le 9 octobre, des combats opposant les musulmans aux chrétiens dans le village de Gaga ont fait plus de 100 morts. Des centaines de personnes ont trouvé la mort à Bangui le 5 décembre lors d'une attaque menée par les anti-balaka contre les musulmans. Suite à cette attaque, les rebelles Séléka et les anti-balaka ont procédé à des perquisitions systématiques et à des exécutions sommaires et extrajudiciaires ; ils ont torturé, commis des actes de violence sexuelle, pillé et détruit des biens dans différents quartiers de Bangui, et dans d'autres parties du pays. Dans toutes ces actions, les musulmans ciblaient les chrétiens et les chrétiens ciblaient les musulmans. Durant le seul mois de décembre 2013, plus de 1 000 personnes ont trouvé la mort dans les combats opposant les rebelles Séléka et les anti-balaka. En outre, les rebelles Séléka et les anti-balaka exécutent régulièrement des civils chrétiens et musulmans.

Depuis le mois de décembre et après la fin de la période considérée allant jusqu'au 31 janvier 2014, les attaques anti-balaka contre les combattants Séléka récemment désarmés et les musulmans du pays se sont multipliées. Les Nations Unies, Médecins Sans Frontières, Human Rights Watch et Amnesty International rendent tous compte de niveaux de violence sans précédent contre la population musulmane. Depuis janvier 2014, des centaines de citoyens musulmans ont trouvé la mort aux mains des anti-balaka ; les mosquées sont régulièrement détruites, et les villes et villages à l'ouest et au nord-ouest du pays ne comptent désormais quasiment plus de citoyens musulmans. Plus de 100 000 musulmans ont fui le pays et des milliers sont encore déplacés à l'intérieur du pays. Le 7 mars 2014, les Nations Unies ont déclaré que sur les 100 000 musulmans que comptait auparavant la capitale, moins de 1 000 s'y trouvent

encore. La Cour pénale internationale (CPI) et les Nations Unies ont ouvert des enquêtes sur les allégations de génocide en République centrafricaine. Le procureur de la Cour pénale internationale a relevé des allégations de « centaines de meurtres, d'actes de viol et d'esclavage sexuel, de destruction de biens, de pillage, de torture, de déplacement et de recrutement forcés, et d'utilisation d'enfants dans les hostilités », dans bon nombre desquelles « les victimes semblent avoir été délibérément visées pour des raisons religieuses ».

Recommandations : le gouvernement américain a maintes fois dénoncé la violence sectaire et les violations flagrantes des droits de l'homme en République centrafricaine, encouragé et soutenu le dialogue interconfessionnel, et apporté son soutien aux forces internationales de maintien de la paix et aux organismes d'aide humanitaire. L'USCIRF soutient ces actions, et recommande en outre au gouvernement américain d'accroître son financement de l'aide humanitaire pour venir en aide aux personnes déplacées à l'intérieur du pays et aux réfugiés ; de prendre des sanctions contre les leaders de la Séléka et des anti-balaka et les personnes qui financent ces groupes ; de travailler avec le gouvernement de transition afin de prévenir la discrimination religieuse dans la gouvernance et dans le désarmement et la démobilisation des milices ; de s'assurer que les normes internationales de liberté de religion ou de croyance soient inscrites dans une nouvelle constitution ; et de travailler avec le gouvernement de transition en vue de poursuivre les auteurs de violences, qu'ils soient musulmans ou chrétiens.

